
COP26 - Side-Event organisé par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, le gouvernement des Seychelles, l'Université du Cap-Vert et la Commission de l'océan Indien

Allocution de Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La COP26 marque le temps de l'action et de la responsabilité pour relever collectivement le défi climatique, qui est un défi urgent, planétaire et, disons-le clairement, un défi humain.

La responsabilité de l'activité humaine sur les dérèglements climatiques ne fait plus débat. C'est une vérité scientifique qui montre aussi combien l'Homme a été capable de modifier profondément les équilibres naturels au point d'enclencher des perturbations systémiques.

L'heure du chaos n'est pas encore arrivée. Mais nous en voyons déjà les prémices. C'est le cas dans nos îles d'Afrique.

Les effets du dérèglement climatique se font particulièrement sentir dans les îles. Ce que nous vivons, entre pluies diluviennes, sécheresses longues et intenses, cyclones violents et glissements de terrain, n'est que la bande-annonce dramatique de ce que le monde est appelé à subir si nous n'agissons pas fortement, collectivement, maintenant.

L'action pour le climat est inscrite dans les gènes de la Commission de l'océan Indien. Dès la fin des années 1980, la COI a mis en œuvre un premier projet régional de coopération météorologique sur les cyclones tropicaux. Depuis plus de trente ans donc, nous accompagnons nos Etats dans une dynamique collective devant leur permettre de mieux prévenir les risques, de s'adapter et d'atténuer les effets du dérèglement climatique.

Avec le soutien de partenaires avisés – l'Union européenne, l'Agence française de développement, le Fonds français pour l'environnement mondial, la Banque africaine de développement, le Système des Nations unies et bientôt le Fonds vert pour le climat, la COI a, au fil des projets, porté une action multiforme et adaptée en réponse aux enjeux climatiques et environnementaux. C'est notamment le cas dans la gestion durable des écosystèmes marins et côtiers. Il n'est pas ici question de conservation écologique uniquement mais plutôt d'une approche intégrée des écosystèmes comme premiers instruments de notre résilience mais aussi comme contributeurs directs à une croissance économique durable.

L'Indianocéanie, notre région, est le troisième triangle récifal du monde. Les récifs sont de puissants écosystèmes qui atténuent les fortes houles, notamment en période cyclonique, qui limitent l'érosion côtière, qui participent à la sécurité alimentaire des populations et attirent des milliers de touristes dans notre région. Mais ces récifs sont aujourd'hui à 80% menacés à cause du réchauffement et de l'acidification des océans. Ce sont les quelques 330 millions de dollars annuels d'avantages économiques tangibles des récifs de l'espace COI qui sont à risque.

Les mangroves aussi jouent un rôle de barrière naturelle remarquable et sont, de plus, des puits de carbone parmi les plus efficaces du monde. Elles peuvent en effet séquestrer une quantité de carbone au moins deux fois supérieure aux forêts tropicales. Dans notre région, les mangroves ainsi que les herbiers contribuent à la séquestration de 14% des émissions carbone régionale. Mais les mangroves sont des écosystèmes en danger alors même que la valeur des services qu'ils rendent avoisinent les 7 milliards de dollars pour tout le bassin sud-ouest de l'océan Indien.

Et que dire de nos vastes zones océaniques, qui totalisent plus de 6 millions de km² de l'océan Indien pour nos seuls Etats membres ! Ces vastes étendus contribuent à réguler le climat mais elles font face au réchauffement, à l'acidification et à la pollution qui menacent leur capacité d'absorption de carbone et de production d'oxygène.

Dans le même temps, sur nos îles, les saisons sont marquées des risques accrus de phénomènes naturels intenses dont les conséquences se transforment encore trop souvent en catastrophes. Le Sud-Ouest de l'océan Indien est en effet la troisième région du monde la plus à risque. Sur les trente dernières années, les aléas naturels ont coûté plus de 17 milliards de dollars à nos petites économies.

Mesdames, Messieurs,

Vous aurez constaté que j'ai mentionné plusieurs chiffres, en millions ou en milliards de dollars. C'est que malheureusement, il nous apparaît que c'est ce genre d'information comptable qui retient le plus l'attention.

Pourtant, c'est ce qu'il y a derrière qui est primordial : c'est la vie de milliers d'hommes et de femmes qui vivent la peur au ventre à chaque épisode pluvieux, à chaque cyclone, à chaque forte houle, à chaque orage ou à chaque période sèche. C'est la vie des habitants des îles et des littoraux qui est aujourd'hui très concrètement menacée. Ils seront, sans doute, parmi les premiers réfugiés climatiques. Et d'ores et déjà, certaines de nos petites îles risquent la submersion.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de nos Etats membres ont tiré la sonnette d'alarme à Glasgow et ont réaffirmé leur engagement à agir. Ils ont surtout rappelé que nos îles ont besoin d'une attention particulière parce que notre présent laisse entrevoir l'avenir du monde si nous n'agissons pas.

Les îles d'Afrique ont besoin d'un accès facilité aux financements climatiques, elles ont besoin d'accompagnement, de transfert de technologies et de formations adaptées à leurs besoins et spécificités. Surtout, nos îles d'Afrique méritent que leur voix soit entendue et prise en compte.

La COI, seule organisation insulaire d'Afrique, continuera de porter leur voix et de les accompagner notamment en mobilisant les partenaires internationaux pour lever des financements, bâtir des programmes en phase avec la réalité des territoires et renforcer leurs capacités internes. Nous appelons à une action immédiate, collective, globale, forte, concrète, amplifiée et résolument solidaire.